

Villeurbanne, le 11 décembre 2018

Réaction de Jean-Paul Bret, maire de Villeurbanne, à la suite de l'intervention d'Emmanuel Macron, président de la République

C'est un président étonnamment humble qui s'est présenté devant les Françaises et les Français hier soir, abandonnant pour la première fois depuis dix-huit mois ses habits de donneur de leçon, « chef d'un nouveau monde » qui s'est brutalement révélé être surtout celui des plus aisés et plus avantagés. Alors que ses ministres répétaient à l'envi que rien n'était possible en termes de pouvoir d'achat, le président aux abois a lâché plus de dix milliards d'euros en seulement treize minutes d'intervention... Pour autant, il ne faut pas être dupe, le cap est maintenu. L'injustice fiscale perdure avec le refus de remettre en cause la suppression de l'ISF. De même, l'injustice sociale demeure avec la non-indexation des retraites, la baisse des APL ou la fragilisation des bailleurs sociaux qui ne sont pas remis en question. L'injustice territoriale continue avec l'absence de réponse claire aux demandes légitimes d'un égal accès aux déplacements et aux services publics.

En tant qu' élu, je ne peux masquer ma surprise d'entendre enfin le président se tourner vers les maires de France. Mais je ne sais pas qui croire, le président qui refuse de venir parler devant eux ou celui qui se souvient de leur existence lors d'un surprenant couplet sur la nécessité d'organiser une France moins centralisée, l'exact opposé de la politique de recentralisation opérée depuis dix-huit mois. Ma surprise est d'autant plus grande qu'Emmanuel Macron semble cantonner les maires à l'animation d'un débat sur « l'identité profonde » du pays ! Cette proposition ainsi que la défiscalisation des heures supplémentaires nous ramènent à l'ère de Nicolas Sarkozy. Les maires ne sont pas les animateurs d'un débat par délégation, surtout s'ils n'ont pas les moyens de peser sur les termes de celui-ci.

Les Françaises et les Français demandent que leurs conditions de vie s'améliorent et que l'avenir ne soit pas un sujet d'inquiétude. Le sentiment de déclassement exprimé pendant cette crise requiert des réponses fortes et du sens à l'action politique. Pour l'instant Emmanuel Macron ne laisse pas entrevoir d'autre horizon que le sempiternel et inefficace ruissellement porté par les « premiers de cordée ». Sa politique de casse sociale a créé une crise démocratique majeure dont il ne sera pas aisé de sortir. Mais il aura au moins compris que cela ne pourra se faire sans les élus locaux.

Jean-Paul Bret
Maire de Villeurbanne

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

l'hôtel de ville
place lazare goujon
métro gratte-ciel
téléphone 04 78 03 67 33
télécopie 04 78 85 21 93
www.mairie-villeurbanne.fr

adresse postale
hôtel de ville
bp 5051
69601 villeurbanne cedex
en rappelant le service
concerné

CONTACT PRESSE

Cathy Serra
Tél. 04 78 03 67 33
Port. 06 85 48 27 60
cathy.serra@mairie-villeurbanne.fr